

Pièce jointe 1 : Fiche d'information des autorités fédérales – Étude d'impact sur le projet aurifère Great Bear, lots 1 et 2

Veuillez soumettre la fiche remplie d'ici le **29 mai 2026**, par courriel à GreatBear@iaac-aeic.gc.ca.

Coordonnées de la personne-ressource ministérielle

Date de présentation	29 juin 2026
Ministère ou organisme	Santé Canada
Personne-ressource principale, Titre, Unité de travail	Joel Kaushansky, Spécialiste de l'évaluation d'impact – Région de l'Ontario, Programme d'évaluation d'impact
Courriel, Téléphone	Joel.kaushansky@hc-sc.gc.ca , 343-550-6213
Personne-ressource de substitution, Titre, Unité de travail	Julie Anderson, Cheffe d'équipe – Région de l'Ontario, Programme d'évaluation d'impact
Courriel, Téléphone	julie.c.anderson@hc-sc.gc.ca , 431-338-5307

1. En tenant compte du contexte du projet et des questions ciblées que l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIA) a partagées, examinez le lot 2 de l'étude d'impact et fournissez des avis à être considérés par l'Agence dans l'analyse des effets du projet et la préparation du rapport d'évaluation d'impact (tableau 1) ou identifiez les besoins en information possibles non satisfaits dans la déclaration d'impact (tableau 2). Les tableaux 1 et 2 (ci-joints) fournissent des conseils supplémentaires pour soutenir votre examen.
2. Conformément au Plan de coopération¹, tenez compte de tous les mécanismes en place pour gérer les effets fédéraux éventuels. Si votre ministère est responsable ou au courant du potentiel d'un cadre législatif fédéral ou de politiques, programmes ou mesures complémentaires pertinents² qui pourraient gérer les effets fédéraux négatifs potentiels du projet, veuillez spécifier et décrire leur applicabilité au projet ainsi que toute limitation connue à la gestion des effets.
3. Je vous prie d'indiquer si votre ministère a identifié un pouvoir qu'il ne pourra pas, ou pourrait ne pas, exercer pour permettre au projet de se poursuivre, en tout ou en partie tel que prévu actuellement, ainsi que les prochaines étapes pour résoudre d'éventuels problèmes.
4. Indiquez si des informations sur les promoteurs fournies dans le lot 2 de l'étude d'impact modifient les conseils précédemment fournis sur l'octroi de permis. En cas de réponse affirmative, veuillez fournir un aperçu des nouvelles directives pour l'octroi de permis. Veuillez noter que le Plan de délivrance de permis sera mis à jour en conséquence.

Joel Kaushansky

Nom du répondant ministériel ou de l'organisme

¹ <https://iaac-aeic.gc.ca/050/evaluations/document/158179>

² Les mesures complémentaires sont des autorités supplémentaires des fonctionnaires ou des programmes gouvernementaux qui peuvent être utilisées pour atténuer les effets qui peuvent être au-delà des soins et du contrôle du promoteur. Elles peuvent être prises en compte dans la prise de décision.

Spécialiste de l'évaluation d'impact
Titre du répondant

29 juin 2026

Date

Tableau 1. Vues pour informer la notice d’impact

Le tableau 1 doit être utilisé pour fournir des points de vue à l'intention de l'AEIA dans l'analyse des effets du projet³ et la préparation du rapport d'évaluation des impacts et des conditions potentiels. Les conseillers experts devraient tenir compte du contexte du projet (voir l'annexe 2 pour des détails sur les enjeux clés et les questions ciblées) et du contexte réglementaire et fournir des conseils proportionnels aux risques et axés sur les solutions, même lorsque des lacunes potentielles dans l'étude d'impact sont observées.

ID de commentaire	Renvoi à l'étude d'impact	Description de la vue ou préoccupation liée à un effet	Conseils pour informer l'évaluation des impacts
<i>Veillez identifier les commentaires par organisation et numéro de commentaire.</i> <i>Par exemple : HC-01</i>	<i>Identifiez la section spécifique de l'étude d'impact à laquelle votre commentaire s'applique.</i>	<i>Fournissez une brève description du point de vue ou de la préoccupation à l'intention de l'AEIA pour son analyse des effets, en se basant sur les informations disponibles, dont :</i> <i>une voie manquant d'un effet fédéral défavorable qui pourrait vraiment augmenter l'ampleur globale de la signification;</i> <i>des sources d'incertitude qui, selon votre ministère, pourraient affaiblir les conclusions potentielles.</i>	<i>En tenant compte du contexte du projet (voir l'annexe 2 pour des détails sur les enjeux clés et les questions ciblées) et du contexte réglementaire, fournissez des conseils axés sur les solutions pour l'évaluation des impacts. Par exemple :</i> <i>Caractérisez les effets résiduels et le niveau d'incertitude des prévisions en l'absence davantage d'informations de la part du promoteur, tel que prévu par votre ministère. Expliquez l'incertitude. Envisagez de décrire l'éventail de scénarios possibles.</i> <i>Suggérez d'autres mesures d'atténuation et de suivi qui pourraient accroître la certitude des prévisions ou gérer l'incertitude liée aux effets fédéraux indésirables, y compris des orientations opérationnelles ou des normes, ainsi que des pratiques bien comprises.</i> <i>Décrivez tout autre cadre législatif fédéral ou provincial, ou tout autre programme ou politique, et les mesures complémentaires éventuels qui pourraient offrir un autre moyen de traiter les effets fédéraux néfastes, ou des considérations liées aux facteurs d'intérêt public, y compris les résultats prévisibles et si d'autres outils imposent des conditions au Promoteur.</i> <i>Identifiez les mesures d'atténuation et les éléments de conception du projet qui sont nécessaires pour limiter l'ampleur de la signification des effets fédéraux négatifs, ainsi que les mesures de programme de suivi qui sont nécessaires pour traiter l'incertitude substantielle concernant l'exactitude des prévisions et l'efficacité de l'atténuation, en relation avec les enjeux clés qui sont essentiels à la prise de décision.</i> <i>Fournissez des conseils sur les risques (probabilité et gravité des effets), en utilisant des cadres applicables pertinents à votre mandat, pour soutenir les décisions basées sur les risques de l'AEIA.</i> <i>Fournissez toute considération supplémentaire en lien avec les contributions du projet à la durabilité ou aux obligations environnementales du Canada et aux engagements en matière de changement climatique.</i> <i>Fournissez toute considération supplémentaire en lien avec les obligations de l'AEIA en vertu de l'article 79 de la Loi sur les espèces en péril.</i> <i>En cas de questions transversales ou de mandat ou d'expertise partagés avec un autre organisme ou ministère, veuillez préciser l'organisme ou le ministère et les personnes-ressources.</i>
SC-01	Sections : 10.4, 10.9, 11.4, 11.9, 12.4, 12.9, 13.4, 13.9, 14.4, 14.9 et 20.2 Tableaux : 10.9-4 à 10.9-6 et 11.9-4 à 11.9-6; 20.2-2, 20.2-4, 20.3, 20.3-3, 20.5 et 20.6. Annexe N : ERSHE. Annexe T : Étude sur la bioaccumulation du mercure.	La surveillance du mercure, ainsi que la gestion et la communication des risques qui y sont liées, exigeraient la mise en place d’un plan d’intervention fondé sur des seuils pour gérer l’exposition aux aliments traditionnels et prendre en compte les préoccupations des collectivités autochtones. Le méthylmercure est un contaminant préoccupant majeur pour les aliments traditionnels aquatiques et les récepteurs sensibles, en raison notamment de la consommation de poisson, du potentiel de méthylation associé à la présence de sulfates, des préoccupations antérieures liées au mercure et des enjeux touchant les bassins versants en aval. Même si le promoteur a fourni, à l’égard du mercure, des informations de référence, une modélisation, les résultats de l’évaluation des risques pour la santé humaine (ERSH) et des engagements généraux en matière de suivi, il est recommandé de préciser comment les résultats de ce suivi seront évalués, lesquels déclencheront une intervention, quand communiquer les risques et mettre à jour l’ERSH, et quelle forme prendra la participation des collectivités autochtones à l’interprétation et à la diffusion des résultats. En l’absence de ces précisions, il subsiste une incertitude concernant la manière	Santé Canada recommande ce qui suit : - Avant le début du projet, le promoteur élabore un plan d’intervention fondé sur des seuils pour le méthylmercure présent dans les aliments traditionnels aquatiques qui : - identifie les espèces surveillées, les tissus, les paramètres, les emplacements ainsi que les habitudes et la fréquence de consommation représentatives; - établit les seuils déclenchant un examen plus approfondi et un affinement du modèle; - décrit les méthodes et les échéanciers de diffusion des résultats de la surveillance et des risques, adaptés à la culture locale; - est élaboré en collaboration avec les collectivités autochtones concernées.

³ « Effets » désigne les effets indésirables relevant de la compétence fédérale et les effets indésirables directs ou accessoires (tels que définis à l'article 2 de la *Loi sur l'évaluation d'impact* [LEA]), ainsi que les considérations liées aux facteurs d'intérêt public (tels que définis à l'article 63 de la LEA). Des conseils sont également sollicités concernant les obligations distinctes de l'AEIA en vertu de l'article 79 de la *Loi sur les espèces en péril*.

		d'identifier, de diffuser et de gérer les tendances des concentrations de mercure ou de méthylmercure liées au projet au cours de sa durée de vie.	

Veillez insérer des lignes supplémentaires si nécessaire.